



Certified General
Accountants
Comptables généraux
accrédités

Association des comptables
généraux accrédités
du Canada

800-1188 W. Georgia Street
Vancouver (C.-B.)
Canada V6E 4A2

Tél. : 604 669-3555
Télec. : 604 689-5845
www.cga-canada.org

Le 10 mars 2006

Monsieur Greg Shields, CA
Directeur, Normes de vérification et de certification
Conseil des normes de vérification et de certification
L'Institut Canadien des Comptables Agréés
277, rue Wellington Ouest
Toronto (Ontario) M5V 3H2

Objet : Document de consultation intitulé *Maintenir des normes élevées dans un contexte mondialisé : une nouvelle approche*

Monsieur,

L'Association des comptables généraux accrédités du Canada (CGA-Canada) est un organisme de comptables de premier plan qui représente les intérêts de 62 000 CGA et étudiants à l'échelle nationale et internationale et qui, à ce titre, continue de participer activement aux délibérations sur l'avenir des normes de comptabilité, de vérification et de certification au Canada. En fait, nous considérons que c'est notre responsabilité en tant qu'organisme de professionnels comptables.

CGA-Canada vous remercie de lui fournir l'occasion de commenter le document de consultation sur les normes de vérification et de certification au Canada intitulé *Maintenir des normes élevées dans un contexte mondialisé : une nouvelle approche*. Nous formulerons d'abord un commentaire d'ordre général qui sera suivi de commentaires plus précis en réponse aux questions posées.

Commentaire général

Après avoir longuement réfléchi à la question il y a plusieurs années, CGA-Canada est venu à la conclusion que le Canada devrait adopter les normes de comptabilité, de vérification et de certification internationales. Depuis quelques années, les normes internationales sont largement reconnues par un certain nombre de pays. Comme ces normes sont fondées sur des principes, à l'instar de nos normes nationales, il n'est plus aussi raisonnable que les normalisateurs canadiens procèdent, de façon indépendante, à la recherche et au débat sur les normes de vérification et de certification, ainsi qu'à l'élaboration de normes.

La position de CGA-Canada à cet égard est bien connue. Nous attirons votre attention sur quatre rapports commandés par le passé par CGA-Canada. Les trois premiers concernent les normes comptables, et le dernier rapport porte sur les normes de vérification et de certification. Nous pouvons vous remettre un exemplaire de l'un ou l'autre de ces rapports sur demande.

- **Normes comptables internationales — Arguments en faveur de leur utilisation au Canada, 1999**
- **Rapport présenté à l'Association des comptables généraux accrédités du Canada sur les structures de la normalisation comptable, 2003**
- **Question de normes : la comptabilité au XXI^e siècle, 2003**
- **L'adoption des normes internationales de vérification au Canada, 2003**

Le passage de la situation actuelle à l'adoption des International Standards on Auditing (ISA) au Canada nécessiterait quelques modifications législatives, y compris la révision de certaines dispositions de la Loi canadienne sur les sociétés par actions et de règlements particuliers sur les valeurs mobilières. Ces changements vont bien sûr entraîner des coûts, mais ces coûts ne devront être engagés qu'une seule fois, alors que les avantages se feront sentir sur une période relativement illimitée. À cet égard, CGA-Canada serait heureuse de travailler avec le Conseil des normes de vérification et de certification (CNVC) et de fournir son assistance pour apporter les changements requis.

Qui plus est, CGA-Canada est d'avis qu'il serait dans l'intérêt des Canadiens que le Canada opte rapidement pour cette voie. Les sociétés, les utilisateurs des états financiers, les comptables et les vérificateurs du pays pourraient également s'en trouver mieux servis alors que le Canada livre concurrence pour l'obtention de capitaux et d'une part de marché dans l'économie mondiale.

Voici les commentaires de CGA-Canada en réponse aux questions (*en italique*) posées dans le document de consultation :

1) L'approche actuelle du CNVC en matière de normalisation

Êtes-vous d'accord sur la nécessité de modifier l'approche actuelle du CNVC en matière de normalisation? Dans la négative, comment le CNVC pourrait-il surmonter les difficultés associées au maintien de l'approche actuelle?

En bref, oui. Étant donné que les ISA élaborées par l'International Auditing and Assurance Standards Board (IAASB) sont maintenant largement reconnues, il n'est plus logique que les normalisateurs canadiens procèdent, de façon indépendante, à la recherche et au débat sur les normes de vérification et de certification, ainsi qu'à l'élaboration de normes.

Le 10 janvier 2006, le Conseil des normes comptables (CNC) ratifiait son plan stratégique dans lequel il est précisé que son mandat consiste à effectuer la convergence des PCGR du Canada et des International Financial Reporting Standards (IFRS). CGA-Canada est d'avis qu'une approche semblable devrait être adoptée par le CNVC à l'égard de la vérification. L'élaboration des normes de vérification est au moins aussi importante, sinon plus importante, que l'élaboration d'un ensemble universel de principes et pratiques en matière de

comptabilité, car les vérificateurs interprètent et font appliquer les règles comptables tout en exprimant une opinion sur l'information financière publiée.

Il est donc logique que le CNVC soit forcé d'adopter les ISA, faute de quoi on créerait de la confusion sur le marché.

2) Proposition d'adoption des ISA au Canada

Êtes-vous d'accord que l'adoption des ISA au Canada sert l'intérêt public et qu'elle contribuera à maintenir la confiance du public à l'égard de la qualité des vérifications effectuées au pays?

Oui, CGA-Canada est d'avis que l'adoption des ISA au Canada sert l'intérêt public. En outre, l'adoption des ISA facilitera la circulation des capitaux à l'intérieur du pays et au-delà des frontières dans la nouvelle économie mondiale et montrera que le Canada souscrit à la transparence en ce qui a trait à l'évaluation de la performance financière et à la présentation d'information à cet égard. Ainsi, le niveau d'assurance que suggère une vérification des états financiers au Canada serait clair à la fois pour les parties prenantes du Canada et celles de l'étranger, à savoir les investisseurs, créanciers, autorités de réglementation, clients et employés.

Quels problèmes pourraient résulter selon vous de la proposition du CNVC d'abandonner l'objectif de l'harmonisation avec les normes de vérification des États-Unis?

CGA-Canada appuie l'abandon de l'harmonisation des normes de vérification et de certification du Canada avec les normes de vérification des États-Unis. Les normes américaines sont essentiellement fondées sur des règles, alors que les normes internationales reposent sur des principes, à l'instar des normes canadiennes. Le respect des ISA est une évolution naturelle pour ceux qui connaissent bien l'approche canadienne actuelle.

En outre, nos membres nous ont mentionné qu'ils préféreraient utiliser les normes internationales car elles sont davantage en accord avec les normes auxquelles ils sont habitués (c'est-à-dire que ces normes sont essentiellement fondées sur des principes contrairement aux normes américaines qui sont encore fondées sur des règles). Aussi, CGA-Canada soutient que l'adoption des ISA posera moins de problèmes de convergence pour nos praticiens.

En tant qu'utilisateur de services de vérification, avez-vous des inquiétudes quant à la perception du marché à l'égard de la crédibilité de votre information financière suite à l'adoption des ISA?

Les inquiétudes sont peu importantes. Au contraire, grâce à l'adoption des ISA, le niveau d'assurance que suggère une vérification des états financiers au Canada serait clair et jugé évident et transparent pour les investisseurs, créanciers, autorités de réglementation, clients et autres parties prenantes du processus d'information financière du Canada et de l'étranger.

3) **Application des ISA au Canada**

Êtes-vous d'accord que le CNVC devra continuer d'établir des normes pour tenir compte du contexte canadien, en interprétant les ISA dans le contexte canadien et en traitant de sujets qui ne sont pas couverts par les ISA, comme ceux qui sont traités dans la section du Manuel intitulée « Sujets spéciaux »?

CGA-Canada est d'avis que seuls les **ajouts** dont il est question ci-après dans la réponse à la question 5 sont nécessaires pour le contexte canadien.

Pour ce qui est de toutes les autres normes, y compris celles que l'on trouve dans la section du *Manuel* intitulée « Sujets spéciaux », nous soutenons que si le CNVC souhaite imposer ces normes aux parties prenantes canadiennes, il devrait faire en sorte de convaincre l'IAASB d'adopter ces normes et de les publier sous son autorité, comme les ISA. Sinon, CGA-Canada est d'avis qu'en ce qui a trait à ces normes, **le CNVC devrait, par souci de transparence, donner les raisons qui font que le Canada a besoin de normes propres qui ne sont pas jugées être dans l'intérêt de l'économie mondiale.**

Naturellement, si l'élaboration de ce genre de normes figure au programme de l'IAASB, cet organisme a la possibilité de déléguer le travail à d'autres normalisateurs, y compris ceux du Canada. Par conséquent, CGA-Canada appuierait l'initiative continue du CNVC menée dans le cadre de la procédure officielle établie par l'IAASB. Bref, CGA-Canada est d'avis que la normalisation devrait être effectuée uniquement dans le contexte de la convergence, de l'uniformité et de l'homogénéité à l'échelle mondiale ou internationale.

L'élaboration de normes supplémentaires distinctes des ISA a pour effet de maintenir la disparité entre les pratiques en matière d'information à l'échelle nationale et à l'échelle internationale. CGA-Canada croit que cela effacerait la valeur et les avantages du passage aux ISA. En outre, comme cette approche entraînerait des coûts injustifiés et rendrait impossible la comparaison des états financiers d'un pays à un autre, elle invaliderait totalement les avantages de l'adoption des normes internationales.

Aussi, CGA-Canada encourage fortement le CNVC à ne pas opter pour cette stratégie parce qu'elle ne sert pas les intérêts du marché canadien à long terme.

4) **Approche proposée**

Êtes-vous d'accord que le CNVC devrait augmenter ses efforts pour inciter l'IAASB à tenir compte du point de vue des parties prenantes canadiennes?

Le CNVC devrait intensifier ses efforts pour appuyer l'IAASB comme CGA-Canada l'a fait ces dernières années. Le Canada est reconnu à l'échelle internationale comme un normalisateur estimé et il devrait mettre sa base de connaissances et son expertise à la disposition de la collectivité internationale. De cette façon, le Canada peut continuer à exercer une influence sur le processus de normalisation.

5) Procédure

Êtes-vous d'accord avec le changement que le CNVC entend apporter à sa procédure officielle de manière que, à l'avenir, les exposés-sondages canadiens reprennent le texte intégral des ISA proposées, avec un nombre limité d'ajouts pour tenir compte du contexte canadien?

On conçoit qu'il y aura des situations où une norme canadienne, qui tient compte des effets de la loi canadienne ou des questions de nature économique, législative ou réglementaire purement canadiennes, devra être envisagée. Nous convenons que le normalisateur canadien peut être tenu d'effectuer des ajouts, tout au moins à court terme; cependant, nous suggérons que ces ajouts soient soumis à la consultation et que le contexte pertinent soit présenté. Par exemple, on pourrait indiquer les raisons qui justifient une dérogation et renvoyer à la loi ou à la réglementation pertinente de façon à informer clairement les personnes concernées. En outre, si on peut raisonnablement envisager quelques ajouts, nous croyons qu'ils devraient être idéalement limités autant que possible.

6) Autres questions

Avez-vous d'autres commentaires sur les propositions du CNVC ou sur d'autres questions abordées dans le présent document de consultation?

- Dans le document de consultation, on peut lire que « [l]e CNVC est conscient du fait qu'il a un rôle à jouer en élaborant les directives interprétatives publiées sous son autorité et aussi en aidant les tiers à élaborer des guides de mise en œuvre ».

Bon nombre de nos membres qui ont préparé des états financiers à partir des IFRS et, par conséquent, ont fait partie intégrante de la société mère qui a fait l'objet d'une vérification en conformité avec les ISA, nous ont mentionné que des interprétations divergentes et une formation inadéquate constituaient les problèmes les plus importants du passage des normes canadiennes actuelles aux normes internationales. En ce qui a trait à l'interprétation, l'interprétation de l'IAASB pour une norme donnée peut différer de l'interprétation de la norme canadienne équivalente du moment, même si les deux normes sont considérées semblables. On s'inquiète de ce que ces différences risquent de retarder ou de gêner la transition et d'entraîner des coûts inutiles pour les entités canadiennes qui adoptent les normes de l'IAASB.

En conséquence, CGA-Canada croit que le CNVC devrait prendre des mesures pour assurer la convergence de l'interprétation lorsque des différences existent dans l'interprétation d'une norme de l'IAASB et de la norme canadienne équivalente du moment plutôt que d'élaborer sa propre interprétation ou des indications supplémentaires. Cependant, pour ce qui est du rôle, CGA-Canada ne considère pas que le rôle du CNVC consiste à assurer la formation, mais plutôt à travailler de concert avec l'IAASB pour assurer la convergence de l'interprétation. La responsabilité de la formation des praticiens, préparateurs et utilisateurs en ce qui a trait à l'application des ISA doit être partagée par les organismes de professionnels comptables.

En ce qui concerne l'élaboration d'indications de mise en œuvre, CGA-Canada considère que le CNVC n'a pas de rôle à jouer à cet égard parce que tous nos membres et étudiants utilisent nos indications de mise en œuvre en matière de normes de vérification et de certification (c'est-à-dire le *Manuel d'expertise comptable*). CGA-Canada continuera, après l'adoption des ISA, à élaborer des guides de mise en œuvre à l'intention de ses membres.

- Dans le document de consultation, on peut lire ceci : « Lorsque l'IAASB décidera de ne pas entreprendre un projet important pour le Canada ou qu'il ne s'y attaquera pas assez rapidement, le CNVC envisagera d'agir par lui-même ou en partenariat avec d'autres normalisateurs. Par exemple, le CNVC pourrait entreprendre par lui-même des projets pour tenir compte de l'évolution des marchés financiers ou des technologies de l'information ».

CGA-Canada vous renvoie au commentaire formulé en réponse à la question 3 qui précède.

- Dans le document de consultation, on mentionne ceci : « La nouvelle approche proposée par le CNVC entraînerait les conséquences suivantes : [...] au besoin, des normes propres au Canada seraient élaborées pour les missions de certification ne portant pas sur des états financiers... »

CGA-Canada vous renvoie de nouveau au commentaire formulé en réponse à la question 3 qui précède.

- Dans le document de consultation, on mentionne ceci : « Le [CNVC] continuera à élaborer les normes canadiennes lorsqu'il n'existera pas d'ISA correspondante. »

Encore une fois, nous vous renvoyons au commentaire formulé en réponse à la question 3 qui précède.

➤ **Vérification des petites entités**

À la page 15 du document de consultation, on peut lire ceci : « En ce qui concerne la vérification des petites entités, le CNVC collaborera avec l'IAASB et des normalisateurs d'autres pays pour élaborer des directives interprétatives sur l'utilisation des ISA dans le contexte des petites entreprises ». Par ailleurs, à la page 20, on peut lire ceci : « Le Manuel contiendra un ensemble de normes de vérification qui sera applicable quelle que soit la taille de l'entité vérifiée ou du cabinet de vérification ». Comme le CNVC considère qu'une vérification est une vérification, en ce sens que les objectifs et principes sont les mêmes pour toutes les entités, il est néanmoins évident qu'il juge nécessaire d'adopter d'autres méthodes et procédés en ce qui a trait à leur application.

Aussi, la nouvelle approche tiendrait compte des besoins précis des petites entreprises au moyen des directives interprétatives. CGA-Canada appuierait l'élaboration de directives interprétatives dans la mesure où elles sont élaborées par et pour les ISA, et publiées sous l'autorité de l'IAASB.

CGA-Canada considère en effet qu'une interprétation uniforme dans tous les pays est d'une importance primordiale.

CGA-Canada a élaboré, et continue d'élaborer, des directives interprétatives et de mise en œuvre à l'intention de ses membres et oblige les membres à respecter ces directives.

➤ **Adoption des ISA**

En ce qui a trait à l'adoption des ISA comme normes canadiennes, CGA-Canada est d'accord avec la stratégie générale du CNVC qui consiste à cesser de prendre des décisions à l'égard du contenu technique et de la date de mise en œuvre de ces normes. À moins de raisons convaincantes, nous ne croyons pas que le contexte canadien exige une version canadienne modifiée des normes internationales.

Bien que le CNVC n'ait pas fait part de sa stratégie de transition dans le document de consultation, CGA-Canada propose qu'au moment où les normes internationales seront adoptées, le CNVC remplace en une seule étape toutes les normes de vérification et de certification actuelles du Canada par les ISA et que les normes prennent effet à la date de la transition.

La méthode en une seule étape est privilégiée parce qu'elle correspond à la méthode retenue dans d'autres pays qui ont déjà adopté les ISA (par exemple, l'UE et l'Australie). En supposant que l'on accorde aux utilisateurs, préparateurs et praticiens une période appropriée pour se familiariser avec ces nouvelles normes, et si nous appuyons sur l'expérience des autres pays qui ont adopté les ISA, la méthode en une seule étape est susceptible de permettre une transition plus efficace que les autres solutions proposées. Cette méthode serait moins lourde que l'adoption graduelle car les utilisateurs, préparateurs et praticiens ne sont pas tenus de s'adapter à une série de changements au cours de la période de transition.

➤ **Transition**

Quelle que soit la méthode de transition utilisée, il est crucial que l'on s'assure que les préparateurs, utilisateurs et praticiens aient suffisamment de temps et de soutien pour s'adapter aux ISA.

CGA-Canada recommande que, dans un souci de transparence, le CNVC soumette à la consultation publique toute modification apportée à son plan découlant de la « réévaluation en bonne et due forme dans un délai de douze mois après la finalisation de son approche ».

➤ **Maintien de l'activité de normalisation au Canada**

CGA-Canada croit également qu'il est important que le Canada conserve ses propres moyens de mise en œuvre des normes pour garantir une mise en œuvre appropriée de la stratégie présentée précédemment. Cependant, pour que les normes de vérification et de certification soient élaborées de façon à servir au mieux les intérêts du public, CGA-Canada continue de maintenir

qu'un organisme indépendant devrait être établi (semblable à ceux du Royaume-Uni et de l'Australie) pour superviser l'uniformité, la mise en œuvre et l'interprétation des normes internationales au Canada. Le normalisateur canadien devrait avoir les caractéristiques suivantes :

- être indépendant de toutes les parties qui ont un intérêt à l'égard du contenu des normes de comptabilité, de vérification et de certification;
- être mandaté par la loi;
- être responsable devant le public en rendant compte au Parlement;
- être financé par de multiples sources, y compris le gouvernement, le secteur privé et la profession comptable;
- appuyer un processus transparent suivant lequel toutes les réunions doivent être ouvertes au public et les documents préparés par le normalisateur ou pour lui doivent être publiés.

Comme la stratégie proposée par le CNVC représente un changement fondamental d'orientation du Conseil et de la normalisation au Canada, cette période de transition ouvre la voie à l'établissement au pays d'un organisme plus transparent et représentatif. Bien que la responsabilité de la mise en œuvre de ce changement revienne en dernier ressort aux législateurs canadiens, CGA-Canada est d'avis que le CNVC peut, dans le cadre de son propre mandat et par l'entremise d'échanges avec le Conseil de surveillance de la normalisation en vérification et certification, prendre des mesures appropriées pour faire en sorte que ses activités soient transparentes et menées dans le meilleur intérêt du public. Ainsi, il pourrait notamment tenir des réunions publiques et publier l'ordre du jour et les documents de travail.

Notamment, et en conformité avec la position selon laquelle les normes de vérification et de certification sont du domaine public, le Conseil doit s'assurer que l'accès aux normes de vérification et de certification ne soit pas entravé. CGA-Canada prévoit que compte tenu de la décision d'adopter les ISA élaborées par l'IAASB, la stratégie proposée par le CNVC devrait avoir un effet positif sur le coût et sur l'accessibilité des normes canadiennes pour les utilisateurs canadiens.

Nous remercions encore une fois le CNVC de nous donner l'occasion de prendre part aux discussions sur l'orientation future des normes de vérification et de certification du Canada. Nous croyons qu'après la prise en considération des recommandations formulées dans le présent document et par d'autres parties prenantes, le Conseil des normes de vérification et de certification disposera d'une stratégie efficace pour maintenir la qualité des normes de vérification et de certification à laquelle nous en sommes venus à nous attendre. Nous attendons avec plaisir l'occasion de prendre connaissance du plan définitif du Conseil et de présenter nos commentaires sur toute modification apportée aux stratégies découlant de la réévaluation.

Si vous souhaitez discuter de l'un ou l'autre des commentaires formulés ou avoir de plus amples explications, n'hésitez pas à communiquer avec Rock Lefebvre à l'adresse rlefebvre@cga-canada.org ou avec Amar Goomar à l'adresse agoomar@cga-canada.org.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le président et chef de la direction,

[Copie originale signée par :]

Anthony Ariganello, FCGA, CPA (Delaware)